Un écho de la « troisième révolution »

Lettre du Citoyen Champion à sa fille (mai-juin 1793)

Georges Raynaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11025>

DOI : 10.4000/ahrf.11025

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 167-176

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Georges Raynaud, « Un écho de la « troisième révolution » », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11025> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11025>

UN ÉCHO DE LA « TROISIÈME RÉVOLUTION » LETTRE DU CITOYEN CHAMPION À SA FILLE (MAI-JUIN 1793)

Georges RAYNAUD

Cette correspondance, strictement privée mais riche en informations, intéresse peut-être avant tout par les questions qu'elle soulève : l'identité de son auteur et les raisons de l'échouage de sa lettre dans les papiers de la police marseillaise¹. Elle contient, certes, de nombreuses appréciations sur les événements politiques, mais qui sont globalement favorables au pouvoir en place, en dépit de quelques piques quant à l'impuissance et à la vénalité supposée de la Convention. Le rédacteur ne paraît pas, en tout cas, avoir pâti de ses allégations – aucune condamnation ni même procédure n'étant connue à son égard, de sorte que l'interception de son courrier pourrait finalement n'être due qu'à une banale erreur d'aiguillage, la poste ayant confondu Mareil[le ?] avec Marseille ! Il s'agit d'une lettre d'un père à sa fille. Le fait qu'elle porte comme simple adresse, sur le verso replié du papier, utilisé comme enveloppe : « À la Citoyenne, Citoyenne Champion à Mareille », sans aucune mention de rue, ni de section, ni même de département, laisse à penser qu'il s'agit bien vers une localité de ce nom, assez petite et proche de Paris, pour ne pas nécessiter de localisation précise, et non pas de la ville de Marseille que l'on aurait écrit en omettant ou en escamotant le s du milieu².

(1) A.V.M., 2 I 66.

(2) Après avoir envisagé qu'il pouvait s'agir de la commune de Mareilles, en Haute-Marne, nous penchons – du fait de l'absence de département, plutôt pour l'un des Mareil en Ile-de-France et notamment Mareil-Marly, autrefois dans la Seine-et-Oise et aujourd'hui dans les Yvelines. L'erreur « d'aiguillage », qui a détourné cette lettre sur Marseille pourrait ainsi expliquer son échouage dans les archives de la police de cette commune.

Vraisemblablement veuf et quinquagénaire, père de deux grands fils employés dans l'administration, dont le cadet vit encore sous son toit, le citoyen Champion donne à sa fille, âgée d'une quinzaine d'années et momentanément hébergée hors de Paris, des nouvelles de sa famille, de sa ville et de son pays. C'est un bourgeois naguère aisé, propriétaire d'au moins quatre immeubles en location et créancier d'au moins deux émigrés, dont la rigueur des temps est en train de tarir les rentrées de fonds, ce qui ne laisse pas de le préoccuper. Passablement lettré, il apprécie le style de sa fille mais critique son orthographe, sans se douter que la sienne est souvent des plus approximatives. S'il semble préférer l'élégant badinage suranné de Chapelle et Bachaumont à la prose de Rousseau, dont son frère est friand, on doit lui supposer une lecture assidue des journaux qui, jointe à un entregent et une curiosité probables, alimente son information. Attentionné à tous égards envers sa fille, il n'a de cesse de la lui faire partager : « je t'instruiray de tout ma Julie [...], je te fais le détail de toutes nos petites affaires ». Et si l'on évalue la quantité des divers renseignements communiqués à l'aune des textes qui les concernent, on s'aperçoit que les informations d'ordre strictement familial (un cinquième de l'ensemble environ) viennent juste après les données d'économie domestique (un quart), mais loin derrière les informations politiques (plus de la moitié). Légaliste, il suit la majorité au pouvoir, accusant « les nobles et les prestres », plaignant « le peuple [qui] paye et souffre », et tolérant « la guillotine qui est icy dans un mouvement perpétuel », au motif que « le tribunal est sévère mais juste ». Son adhésion au gouvernement paraît basée sur un optimisme souvent alimenté par la rumeur (la guerre de Vendée va finir, l'expulsion des Girondins est une « troisième révolution », Londres va se soulever), mais aussi sur quelques avantages pratiques procurés par les accointances de son fils aîné avec des patriotes en place (Chaumette, Lullier). Son jugement n'est toutefois pas exempt de critiques, sans doute reprises de la propagande montagnarde mais clairement endossées, notamment envers l'assemblée accusée d'impuissance (« nous n'avons encore ni lois ni constitution ») et soupçonnée de corruption de la part des Anglais et des Espagnols. En tout état de cause, la divine providence en laquelle il a visiblement foi devrait finir selon lui par inspirer les députés (« Dieu veuille bénir leurs travaux ») et « faire naître le bonheur et le repos parmi le pauvre peuple français ».

Toutes proportions gardées, l'attitude de Champion peut être rapprochée de celle d'un Nicolas Ruault, libraire, érudit, éditeur et admirateur de Voltaire, auteur de nombreuses lettres adressées à son frère entre 1783 et 1796. Curieux, jouissant aussi de nombreuses relations et donc bien

informé, il est également « partagé entre la modération et la prudence de son tempérament et son vif intérêt pour la Révolution »³. Republicain refroidi par l'exécution du roi, il sera horrifié par les massacres de septembre. Concernant l'élimination des Girondins, dont il est ici question, il est particulièrement sévère envers ceux-ci, qualifiant la Commission des douze de « tribunal inquisitorial », et son sursaut du 1^{er} juin 1793, de « coup de Jarnac ». Dépassant toutefois les vœux pieux de Champion, Ruault aurait souhaité quant à lui l'expulsion de « 22 députés du côté gauche, dont moitié au moins de la députation de Paris [pour rendre] le sacrifice égal des deux côtés », seule façon de calmer les départements et de préserver la paix intérieure. N'allant pas jusqu'à qualifier de « troisième révolution » l'insurrection montagnarde, il est néanmoins d'accord pour souhaiter que « ces deux dernières journées [des 31 mai et 2 juin] seront mises bientôt au niveau des anciennes », à savoir les 14 juillet et 6 octobre 1789, 28 février 1790 (monopole des grades militaires retiré aux nobles), 21 juin 1791, 20 juin et 10 août 1792, toutes dates qu'il rappelle. Et tout comme Champion, il place tous ses espoirs dans le fait que « la Constitution qui va être incessamment présentée à la sanction du peuple mettra fin à tant de débats insensés et furieux ; que l'intérêt personnel sauvera la République et produira le bien général, que l'on ne parlera pas plus des girondins que s'ils n'eussent jamais existé ».⁴

(3) Nicolas Ruault, *Gazette d'un Parisien sous la Révolution. Lettres à son frère, 1783-1796*, Paris, librairie académique Perrin, 1976. La citation est de Christiane Rimbaud, auteur d'une introduction et de notes.

(4) *Ibidem*, p. 336-341. Il y a de toute évidence une erreur de mois (juillet au lieu de juin) dans l'original ou la transcription du journal de Ruault (p. 341), rien de particulier ne s'étant passé le 21 juillet 1791.

Transcription de la lettre⁵

« De Paris le 23 may [5 juin 1793] En lisant ta dernière lettre, ma Julie⁶, il me sembloit parcourir les jolis voyages de Chapelle et de Bachaumont⁷. Ton stile est heureux, coulant, et librement conçu en général. Tu écris avec une grande facilité et tu ne cours jamais après l'esprit, il ne te manque qu'une chose, ce seroit de relire tes lettres et de remédier à quelques fautes d'orthographe que tu ne commois que par inadvertance et inattention ; je fus enchanté ma chère Julie que tu puisse goûter quelques sortes de bonheur loing de nous, il n'en est guère pour ton pauvre père dans ce moment de trouble et d'agitation, peu de moyens et tout hors de prix, je suis surpris comment nous pouvons exister. Je crois qu'à dater du premier may que ton petit Cassandre⁸ gagne 100 #⁹ par mois au lieu de 1 800 # qui luy devoit revenir par année, mais il croit qu'il n'est que remplaçant pour un comis qui est aux frontières et qui d'après le décret conserve le tiers de sa place ; il faut espérer que le retour de Ronsin¹⁰ de la Vandée luy sera de quelqu'utilité, et je t'instruiray de tout ma Julie. Ton grand frère¹¹ vient souvent nous voir et manger la soupe de ton pauvre père. Nous n'avons toujours point de

(5) L'orthographe a été respectée ; seules la ponctuation et l'accentuation ont été parfois modifiées ou rajoutées.

(6) Le plus grand des hasards nous a fait retrouver la trace d'Anne Julie Champion, née à Paris vers 1780, mariée à Constantin Halein, d'origine belge, cuisinier au collège de Versailles sous la Restauration. Le couple fut retrouvé sans vie le 23 novembre 1824 dans son domicile du 7, rue de la Geôle : accident, crime ou suicide ?

(7) Chapelle (Claude Emmanuel Luillier dit, 1626-1686), ami de Molière, et Bachaumont (François de Coigneux de, 1624-1702), conseiller au parlement de Paris, auteurs du *Voyage de Chapelle et Bachaumont* (1663) en vers et prose, modèle de badinage élégant, dont le succès se maintint jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

(8) Champion (Alexandre dit « Cassandre »), fils cadet de l'auteur de la lettre et vivant avec lui, employé comme commis dans l'administration des Travaux publics ayant son siège au ci-devant Palais-Bourbon. Datée du 17 juillet 1792, une lettre de lui au peintre Varin est conservée aux Archives de la ville de Paris (5 AZ 3811). C'était probablement sa sœur Julie qui l'avait baptisé Cassandre, peut-être par suite d'un défaut infantile de prononciation.

(9) Abréviation de la livre tournois, toujours en cours à l'époque de cette lettre, « décimalisée » en août 1793 et remplacée par le franc au printemps 1795.

(10) Ronsin (Charles Philippe), général (1752-1794), membre du club des Cordeliers, commissaire des guerres (1792), adjoint de Bouchotte au ministère de la Guerre et commandant en Vendée (1793), il y vaincra La Rochejaquelein, mais sera rappelé pour ses exactions ; sauvé une première fois par Danton de la peine capitale, il sera guillotiné avec les hébertistes le 4 germinal an II.

(11) Champion (N.), fils aîné du rédacteur, vivant séparément, « patriote » et, à ce titre, pourvu d'amis puissants (cf. infra). Peut-être Louis Joseph Champion, né vers 1758, domicilié 44, rue des Saints-Pères, électeur de la section XL (les Quatre Nations) en 1793, adjoint aux bureaux de la Correspondance générale du département de la Justice (*Almanach national de France, année commune 1793*, p. 125, 375), lequel pourrait être aussi le Champion, secrétaire du club des Cordeliers en juin 1791 (cf. Marcel REINHARD, *La Chute de la royauté*, Paris, 1969, p. 65, 69).

nouvelles de ton oncle¹², je crains bien qu'il ne soit malade. J'écris à Mr Barbelion¹³ de la Ferté Imbault pour me tirer d'inquiétude, comme c'est un brave homme je compte sur une lettre de luy. Mr Gainot¹⁴ va sûrement être taxé à une grosse somme pour les fraix de la guerre contre les révoltés de la Vendée ; on va guillotiner à force 4 bouchers qui accaparoient nos bœufs dans ces contrées pour les faire passer à l'armée catholique : c'est ainsy que l'armée des révoltés s'est nommée elle-même¹⁵. La guillotine est icy dans un mouvement perpétuel. Une jeune et jolie femme comme il faut suivant l'ancien idiome la échapé bel en se disant enceinte. Son mary ancien fermier général ainsy qu'un beau jeune homme amant de la dame et un 3^e y ont passé¹⁶. Hier 22 le général Miasiuski¹⁷, et aujourd'huy 23 le nommé Deveaux¹⁸ âgé de 28 ans et adjudant général de Dumouriez à 11 heures a subi son sort. Garre à celui qui est cité au haut tribunal¹⁹ ; cependant le G[énéral] Miranda²⁰ y a été acquitté ainsy que le gouverneur général de St-

(12) Champion (N.), frère du rédacteur, établi à la Ferté-Imbault, alors commune de Selles-Saint-Denis (Loir-et-Cher).

(13) Barbelion (François), né vers 1733, décédé à son domicile de la Ferté-Imbault, le 16 avril 1793 (renseignement obligeamment communiqué par les Archives départementales du Loir-et-Cher).

(14) M. Gainot, personne non identifiée. Il était probablement concerné par l'emprunt forcé d'un milliard sur tous les citoyens riches, décrété par la Convention le 20 mai.

(15) Après le massacre des républicains à Machecoul marquant le début de la guerre de Vendée, le 11 mars 1793, c'est le 4 avril suivant que les rebelles, assemblés chez Sapinaud, avaient formé un conseil de l'armée dite « catholique et royale ». Aucun boucher n'apparaît dans les listes de guillotins pour cette période, qui ne mentionnent que deux « fariniers » exécutés comme « brigands de la Vendée », les 16 avril et 8 mai 1793 (cf. Louis PRUDHOMME, *Dictionnaire des condamnés à mort pendant la Révolution*, 2 vol., Paris, 1799).

(16) Cette triple exécution se réfère à la journée du 3 mai 1793, qui vit monter à l'échafaud F. Auguste Beauvoir dit *Mazu*, 45 ans, né à Constantinople, domicilié à Paris, ex-comte et lieutenant dans la légion de Luxembourg, accusé de conspiration, et son complice Paul Pierre Kolly, ancien fermier général, 42 ans, né et domicilié à Paris ; un troisième guillotiné, Jean Nicolas Bréard, ancien commissaire de la Marine, 36 ans, domicilié à Paris, aussi accusé de conspiration, aurait donc été – selon Champion – l'amant de Mme Kolly. Celle-ci, née Magdeleine Françoise Joséphine Robec ou de Robec, 32 ans, bénéficiera d'un sursis de six mois, « attendu sa déclaration de grossesse », mais sera finalement exécutée le 5 novembre 1793 (cf. Louis PRUDHOMME, *op. cit.*).

(17) Miaczinski (Joseph), maréchal de camp des armées de la République, né à Varsovie en 1751, domicilié à Paris, condamné à mort le 17 mai 1793 « comme traître à la patrie, ayant tenté d'exécuter les ordres de Dumouriez après sa trahison, en cherchant à s'emparer de la ville de Lille et autres places de la République, et d'arrêter les membres de la Convention, commissaires auprès des armées ».

(18) Devaux (Philippe), adjudant général de l'armée du Nord, âgé de 32 ans, domicilié à Paris, condamné à mort comme complice de Dumouriez, le 22 mai 1793.

(19) Créé par la Convention le 10 mars 1793, le tribunal criminel extraordinaire de Paris ne prendra le nom de tribunal révolutionnaire que le 29 octobre suivant.

(20) Miranda (Francisco), patriote vénézuélien (Caracas, 1750 – Madrid, 1816), général dans les armées de la République (1792-1793) sous les ordres de Dumouriez, destitué après ses revers en Hollande et en Belgique ; acquitté, la chute de ses amis girondins va cependant provoquer son emprisonnement jusqu'à Thermidor.

Domingue²¹ et plusieurs autres, car ce tribunal est sévère mais juste. Je reçois aujourd'hui 29 may une lettre de ton oncle, grâce à Dieu il n'est pas mort, c'est au contraire le citoyen Barbélieon de la Ferté Imbault auquel je m'adresse et dont mon frère m'apprend la mort. Le bonhomme Tack²² sous peu de jours en fera de même, voilà encore une maison que je vais perdre. Tout s'amoncelle pour ma déconfiture. Si mes enfants ne se hâtent de me donner du pain, je me vois menacé d'en manquer ; ce seroit bien dommage car Alexandre a un furieux appétit, un pot au feu de deux livres ne luy fait pas peu quand la viande est tendre. On peut dire qu'il boit à proportion ; Dieu [p. 2] veuille qu'il gagne de quoy m'aider car nous pourrions bien manquer l'un l'autre. Nous avons évité ces jours cy un terrible soulèvement²³, je ne sçais comment la France fera pour se tirer d'affaire, ayant sur les bras tant de puissances et qui pis est la guerre en dedans et par les siens : car ce sont les nobles et les prestres que l'on a ménagé qui fomentent dans le Midy de la France la guerre civile²⁴ en se mettant à la teste des révoltés et semant le fanatisme partout ; mais ils auront beau faire, ils achèveront et consommeront leur perte entière. Déjà beaucoup d'habitants de la Vendée reconnoissent leur erreur et retournent à leurs travaux. En rendant leurs armes bientôt²⁵ il y aura dans ces contrées des forces non seulement importantes contre les révoltés mais encore en quantité suffisante pour former de grands corps d'armées pour opposer aux Espagnols²⁶. Il est incompréhensible où la France trouve des hommes, et en assez grande quantité, pour faire face à 8 puis-

(21) Contrairement à ce que prétend Champion, Philibert François Rouxel de Blanchelande, lieutenant général et gouverneur des isles sous le vent, né à Dijon en 1735, avait bel et bien été exécuté, le 15 avril, pour avoir « favorisé le parti contre-révolutionnaire » à Saint-Domingue ; dès le 1^{er} février, Monge, ministre de la Marine, l'avait remplacé par le général Galbaud-Dufort (1743-1801). Champion le confond peut-être avec son fils et aide de camp J.-L. Rouxel, 20 ans, qui ne sera guillotiné, pour complicité avec son père, que le 2 thermidor an II ou 20 juillet 1794 (L. Prudhomme, *op. cit.*).

(22) Tack (N.), né vers 1711, décédé le 1^{er} juin 1793 (voir *infra*), locataire du rédacteur.

(23) Allusion aux arrestations de Montagnards – dont Hébert, substitut de la commune, le 24 mai –, par la Commission des Douze, fraîchement créée par les députés Girondins, et à l'appel à l'insurrection qui s'ensuivit le surlendemain de la part de Marat et Robespierre.

(24) Menée par les anciens instigateurs du camp de Jalès, une rébellion royaliste avait réussi à prendre Marvejols et Mende, en y massacrant les républicains, ce qui engendrera une sévère répression. Par ailleurs, « l'agitation sectionnaire » se développait depuis plusieurs semaines en province, notamment dans le Midi et à Marseille, où les représentants de la Convention avaient dû prendre la fuite le 29 avril. La proscription des Girondins allait radicaliser le mouvement, aboutissant au fédéralisme.

(25) La « grande guerre de Vendée » ne prendra fin qu'avec les défaites du Mans et de Savenay, en décembre 1793, et l'insurrection se prolongera ensuite par vagues jusqu'en mars 1796.

(26) La Convention avait déclaré la guerre au roi d'Espagne le 7 mars 1793, mais les opérations militaires majeures ne débiteront qu'au printemps 1794.

sances après tant de trahisons. Encore si nous avions une bonne assemblée nationale, car il semble qu'elle agit en sens inverse comme si elle vouloit détruire la république. On ni conçoit rien, on dit tout haut que les quadrupes²⁷ d'Espagne et les guinées anglaises influent en plus grande partie sur les délibérations du sénat français, car nous n'avons encore ni lois ni constitution et voilà pourtant longtemps que le peuple paye et souffre. Mon frère me mande qu'il paye 3 # les 12 livres pesant de bled et que la viande est si chère qu'il ne peut plus se la procurer et qu'il est réduit à vivre de nantilles [lentilles] et de haricots ; et je lui réponds que c'est comme chez nous. Je conviens avec luy que ça ne vaut pas son ancienne cuisine de Versailles²⁸. Hélas en ce temps il n'étoit pas content ; arrange ma Julie sa prétendue misère avec 48 # qu'il me fait passer pour se procurer la suite des œuvres de J. Jacques²⁹ pour lesquels il a souscrit. Hier 2 juin tout Paris étoit sous les armes et un décret a mis en arrestation 22 membres de la Convention et 10 autres des 12 qui composoient le Comité révolutionnaire, deux ont été exceptés ; le ministre Lebrun³⁰ aux affaire étrangère et Clavier³¹ [p. 3] ministre des finances sont renvoyés (cela n'est pas confirmé) ; on disoit aussi le m[inis]tre de la guerre Buchotte³² ; mais l'expulsion de celui là est encore plus douteuse. Il paroît que le pauvre d'Hyllerin³³ est sous la remise ; depuis

(27) Quadruple : double pistole d'Espagne.

(28) Cette mention nous avait induit un temps à penser que l'auteur de la lettre pourrait être le frère d'Anne Clément Félix Champion de Villeneuve, homme politique (Versailles, 3.11.1748-Bois Morand, 25.04.1844), ministre de l'Intérieur (21.07-10.08.1792), mais le milieu social des deux familles paraît sans commune mesure. La « cuisine de Versailles » dont il est ici question est sans doute à rapprocher de l'état du futur mari de Julie, le Belge Constantin Halein, cuisinier du Collège de Versailles en 1824 (cf. note 18 ci-dessus).

(29) Œuvres complètes de Jean-Jacques Rousseau (18 volumes gr. in-4°) dans l'édition Didot jeune (1793-1800).

(30) Pierre Henri Lebrun-Tondu (v. 1763-1793), prêtre puis soldat, protégé de Dumouriez, ministre des Relations extérieures après le 10 Août ; arrêté avec les Girondins, il s'évadera mais sera repris et guillotiné en décembre 1793.

(31) Etienne Clavière (1735-1793), financier d'origine suisse, lié avec Mirabeau, député à la Législative, ministre des Finances (mars-juin 1792 et après le 10 Août) ; décrété d'accusation avec les Girondins, il se suicidera le 8 décembre 1793, pour échapper à la guillotine.

(32) Jean-Baptiste Bouchotte (1754-1840), colonel (1792), défenseur de Cambrai, ministre de la Guerre depuis le 14 avril ; il sera arrêté puis libéré après Thermidor.

(33) Peut-être Charles Basile d'Hillerin, fils de Louis François et de Marie Charlotte de Villeneuve, né à Luçon (Ardelay ?), le 15.06.1744 (A.M. de Nantes, GG 574) ; par « être sous la remise », il faut sans doute voir une analogie avec le gibier qui, une fois levé, s'abat en un lieu protégé, dénommé « remise », ce qui supposerait que l'individu avait des accointances avec les Girondins expulsés et qu'il dut se mettre à l'abri. Sa nouvelle mention, plus bas, laisse entendre qu'il aurait été capitaine de navire, chargé du transport de troupes sur la Loire.

l'expulsion des 32 membres³⁴, on espère que la Convention nationale va aller bon train et que la Constitution³⁵ va bientôt s'effectuer. Dieu veuille bénir leurs travaux et faire naître le bonheur et le repos parmi le pauvre peuple français. Le bonhomme Tack âgé de 82 ans est mort le 1^{er} juin à 4 heures du matin. Mr Chapelle³⁶ est si gesné qu'il ne me paye plus, pas même ce qu'il me doit depuis longtemps. Molé³⁷ me doit 2 ans et plus, et est aux trois quarts ruiné ; il doit encore aller jouer en province pour ramasser quelque argent ; sur deux ans et demi il m'a donné 50 # à compte. Tout Paris a été en arme le 1^{er} et le deux du mois, maintenant tout est calme. D'Hillierin est à Orléans pour y embarquer l'armée de la Vandée sur la Loire pour ses différentes destinations. Les couriers des postes ayant été suspendus, je ne suis pas pressé de t'écrire. Je compte remettre cette lettre ce soir 5 juin à Monsieur Martin pour qu'il te la fasse parvenir sitôt que l'ordre de la poste sera rétabli. Tu vois ma bonne Julie que je te fais le détail de toutes nos petites affaires. Il est une chose qui fera bien de l'honneur à cette troisième révolution, car on met le 2 juin au nombre du 14 juillet et du dix août, ces 3 époques feront annales dans la révolution française. On me fait espérer au St Esprit³⁸ (bureaux pour les réclamations des émigrés) que je serai payé des 120 # de l'abbé de Beaumont³⁹ et des 288 # du C[om]te de la Fare⁴⁰ ;

(34) Il y eut en fait 29 députés décrétés d'arrestation (dont 10 membres de la Commission des Douze, Boyer-Fonfrède et Saint-Martin-Valogne étant épargnés), ainsi que les deux ministres Clavière et Lebrun, soit 31 individus en tout.

(35) Présenté le 9 juin par Héroult de Séchelles, le projet de la nouvelle constitution – dite de 1793 ou de l'an I – sera adopté par la Convention le 24, puis ratifié (1 800 000 voix favorables) le 4 août suivant. Précédé d'une nouvelle Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, plus sociale que celle de 89, son texte ne sera jamais appliqué et restera l'idéal des révolutionnaires jusqu'en 1848.

(36) A titre de simple hypothèse, suggérée par le personnage qui suit, on pourrait avancer J.-B. Armand Chapelle (1755-1823), employé au Vaudeville à partir de 1792, qui jouait, paraît-il, « l'idiot au naturel ».

(37) François René Molé (1734-1802), sociétaire de la Comédie-Française (1771) ; comédien inimitable dans les rôles de marquis et de petits-maîtres, il était aussi tragédien (membre de l'Institut, 1795).

(38) Le séminaire du Saint-Esprit, installé rue Lhomond (actuels n° 28-32) en 1731, confisqué à la Révolution, rétabli sous la Restauration et toujours existant sous le nom de congrégation du Saint-Esprit.

(39) Aucun autre « abbé de Beaumont » n'ayant été retrouvé dans la liste des émigrés de 1793, il semble bien s'agir ici d'Etienne André François de Paule Fallot de Beaumont (1750-1835), ancien évêque de Vaison (1786), privé de son siège en 1790, et qui avait émigré en Italie. Rentré sous le Directoire, il deviendra archevêque de Bourges et premier aumônier de Napoléon qui le fera baron (1808) puis comte d'Empire (1813).

(40) Pierre Mériadeuc, comte de Bonneval-La Fare, capitaine de vaisseau, major de la marine à Toulon en 1790, chevalier de Saint-Louis et de Cincinnatus, domicilié à Bourges, émigré depuis le 28 juin 1792, comme le seront, après le 10 Août, sa mère et ses frères le marquis de La Fare et l'abbé de Bonneval (1747-1837).

L'Huillier⁴¹, procureur général syndic du département a eu la bonté d'apostiller le mémoire de mes réclamations : c'est le patriotisme de ton grand frère qui nous vaut tout cela ; c'est encore cet ami puissant de ton grand frère qui m'a épargné 100 # sur mon imposition mobilière, et qui encore par son amy Chomet⁴² à la ville comme procureur général syndic de la Commune, me dispense de me faire remplacer pour ma garde⁴³. Tant il est vray que bon droit a besoin d'appuit. Ton petit frère n'est pas encore payé mais le sera demain ou après-demain au plus tard. Tous ses camarades sont logés gratis au palais Bourbon, qui ne porte plus ce nom, appartenant à la nation⁴⁴. Le chef des bureaux voudroit qu'Alexandre y demeurât aussy [p. 4] mais il s'en est excusé sur mon âge. Il paroît en gé[nér]al que nos affaires vont assez bien tant au nord qu'au midy. Londre pourroit bien tomber en révolution, ce n'est que faillite et banqueroute en Angleterre ; le peuple murmure hautement sur la guerre injuste qu'il nous font et ruine leur commerce. Les mal intentionnés ont beau faire avec leurs papiers mensongers, la vérité les décelle partout. Le grand tribunal est occupé de l'instruction du pr[oc]ès des 27 grands conspirateurs de la Bretagne contre la république⁴⁵, on s'attend à voir tomber bien des testes, d'autant plus qu'il y a parmi les chefs des fabricateurs de faux assignats, car tous les moyens leurs étoient bons. Tu es

(41) Louis Marie Lhuillier ou Lulier (Paris, 1746-1794), licencié en droit, auteur de libelles sur la suppression des octrois, commissaire de la Commune de Paris (10 août 1792), procureur général syndic (représentant du pouvoir judiciaire) du département de la Seine (janvier 1793-mai 1794), auteur d'une fameuse adresse à la Convention au nom du département de Paris, présentée lors de la journée insurrectionnelle du 31 mai 1793. Arrêté et inculpé comme dantoniste le 15 germinal an II, il sera acquitté mais se suicidera dans sa cellule le 16 floréal suivant (cf. Raymonde MONNIER dans Albert SOBOUL, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, 1989, p. 688).

(42) Pierre Gaspard Chaumette (1763-1794), fougueux orateur du club des Cordeliers ; membre de la Commune du 10 août, puis son procureur-syndic, il avait joué un rôle décisif dans la proscription des Girondins, sera l'un des partisans de la Terreur et périra avec les hébertistes le 4 germinal an II.

(43) La loi du 14 octobre 1791 réservait le service dans la garde nationale aux seuls citoyens « actifs » (soumis à une contribution au moins égale à trois journées de travail), mais après le 10 août 1792, il avait été ouvert à tous les hommes en âge de porter les armes (cf. Marcel REINHARD, *La chute de la royauté*, Paris, 1969, p. 419).

(44) Construit de 1722 à 1728 pour la duchesse douairière de Bourbon, fille légitimée de Louis XIV et de la Montespan, agrandi (1760-1789) par son petit-fils le prince de Condé, le Palais-Bourbon avait été confisqué par la Nation. Sous le nom de Maison de la Révolution, il hébergeait la Commission des travaux publics (1793-1794), à laquelle s'adjoindra ensuite le Bureau du cadastre. À partir de 1795, il abritera, après transformations, le Conseil des Cinq-Cents puis les corps législatifs successifs jusqu'à l'actuelle Assemblée nationale.

(45) Organisé par le marquis Armand Tuffin de La Rouërie (1750 - mort de maladie le 30 01.1793), le soulèvement royaliste breton avait échoué à la suite d'une trahison. Commencé le 4 juin 1793, le procès des 25 conspirateurs se soldera, deux semaines plus tard, par 12 condamnations à mort et 13 acquittements (cf. G. LENOTRE, *Le marquis de la Rouërie et la conjuration bretonne, 1790-1793*, Paris, 1903).

bien heureuse ma Julie d'être éloignée de tous ces tableaux, le plus agréable pour nous c'est de t'envoyer nos tendres baisers et de te dire combien nous t'aimons. Apaise ton imagination par les expression de ma sensibilité et de toute ma reconnaissance pour tout ce que ces messieurs et dames t'accordent. À la Citoyenne, Citoyenne Champion à Marseille. »

Georges REYNAUD

Docteur ès sciences, maître de conférences honoraire de biologie
Université de Provence
120, boulevard Camille Flammarion
13004 Marseille
georges.reynaud@gmail.com